



Procédure Adaptée

# MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

## Règlement de la consultation

Procédure entièrement dématérialisée depuis : <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

### Entité adjudicatrice

---

NANTES METROPOLE

Adresse : 2, cours du champ de mars  
44923 NANTES Cedex 9

### Objet de la consultation

---

**Renouvellement des installations et des canalisations d'injection de réactifs de traitement d'eau de l'Usine de production d'eau potable la Roche**

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)

Tout dépôt d'offre devra être précédé d'une visite obligatoire

# 1. Objet du marché

La consultation a pour objet :

**Renouvellement des installations et des canalisations d'injection de réactifs de traitement d'eau de l'Usine de production d'eau potable la Roche.**

Lieu d'exécution des prestations : Loire Atlantique.

## 1.1 Décomposition en lots et en tranches

Le présent marché ne fait l'objet d'aucune décomposition en lots.

Les justifications du non-recours à l'allotissement sont les suivantes : les prestations ne présentent aucune singularité technique et il est nécessaire de préserver l'homogénéité technique globale du marché.

Les travaux sont décomposés en tranches comme suit :

Tranches	Objet
Ferme	Établissement des chemins de câble et remplacement des canalisations de priorité 1
Tranche optionnelle n°1	Remplacement des canalisations de priorité 2
Tranche optionnelle n°2	Remplacement des canalisations de priorité 3
Tranche optionnelle n°3	Remplacement des canalisations de priorité 4

## 1.2 Durée du marché – Délais d'exécution

La durée du marché et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement.

## 1.3 Nomenclature

<b>CPV</b>	45232100-3:Ouvrages annexes pour canalisations d'eau
<b>Nomenclature interne</b>	Travaux

# 2. Organisation de la consultation

## 2.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique selon une procédure adaptée ouverte avec négociation éventuelle, librement définie par l'entité adjudicatrice.

## 2.2 Dispositions relatives aux groupements

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer

tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

## 2.3 Variantes facultatives et obligatoires

Le choix par l'acheteur de retenir une variante (qu'elle soit facultative ou obligatoire) découlera strictement de l'application des critères d'attribution qui permettra de considérer qu'elle est économiquement la plus avantageuse parmi l'ensemble des offres de base et des variantes (facultatives et obligatoires) présentées.

### 2.3.1 Variantes facultatives (à l'initiative du candidat)

Les concurrents doivent impérativement présenter une offre entièrement régulière au regard du dossier de consultation (solution de base).

Mais ils peuvent également proposer, conformément à l'article R. 2151-8 et suivants du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes pourvu que celles-ci respectent les exigences minimales détaillées suivantes :

- réponse au besoin fonctionnel détaillé par le C.C.T.P.
- respect des normes et/ou exigences fonctionnelles minimum ou maximum mentionnées par ce même C.C.T.P, lorsque la variante porte notamment sur les produits ou les modalités d'exécution des prestations.
- intangibilité des clauses du C.C.A.P.

Cette ou ces variantes devront être entièrement décrites techniquement et financièrement dans un document indépendant de l'offre de base. Le montant devra être reporté à l'acte d'engagement. Les candidats indiqueront les adaptations ou modifications au CCTP et le cas échéant, aux pièces financières, qui sont nécessaires.

### 2.3.2 Variantes obligatoires – prestation technique alternative (au sens de l'Art. R. 2151-9 du Code de la commande publique)

Aucune prestation technique alternative (PTA) – variante obligatoire n'est prévue.

### 2.3.3 Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelle (PSE) n'est prévue.

## 2.4 Modification de détail au dossier de consultation

L'entité adjudicatrice se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les

candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est **de 5 mois** à compter de la date limite de remise de l'offre initiale, ou finale en cas de négociation.

## 2.6 Visite des lieux d'exécution du marché

Dans le cadre de cette consultation, les candidats sont **impérativement** tenus de visiter les lieux d'exécution des travaux.

Aussi, les candidats doivent obligatoirement joindre à leur offre, l'attestation de visite (selon le modèle versé au DCE), datée et signée par un représentant de l'acheteur.

**Une visite sur site sera organisée le 25 mars 2025 à 10h00.** Avant la visite, les candidats prendront contact avec :

Don BIFOUTI-BOUKOUTA  
06 19 81 99 04

Le nombre de visiteurs par entreprise est limitée à 2 personnes, équipés des équipements de protections individuels suivants : gilet fluorescent, casque de chantier et chaussures de sécurité.

**Le port d'une protection respiratoire est obligatoire** pour accéder au local coagulants. Les candidats devront donc **impérativement prendre connaissance de l'annexe 16 pour connaître le type de protection à apporter pour la visite.**

Lieu de la visite : Usine de production d'eau potable de la Roche, 100 boulevard de Seattle 44923 NANTES

## 3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation, et son annexe « *dématérialisation* »,
- L'acte d'engagement, et ses annexes éventuelles,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), et ses annexes disponibles sur demande après remise du formulaire individuel de confidentialité signé,
- La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- L'Attestation de visite,
- Le Formulaire individuel de confidentialité.

## 4. Présentation des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française et exprimées en EUROS (€).

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à l'**examen des offres avant celui des candidatures**. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

### 4.1 Contenu de la candidature électronique

<b>Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)</b>
<b>Situation juridique</b>
Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
<b>Capacité</b>
Déclaration de chiffre d'affaires : Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Attestation d'assurance : Preuve d'une assurance pour les risques professionnels
Déclaration d'effectifs : Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années
Références de travaux similaires : Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du Code de la commande publique.

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus, sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-

traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

## 4.2 Contenu de l'offre électronique

Seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

<b>Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)</b>
<b>L'acte d'engagement et ses annexes</b> , dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat.
En cas de déclaration de sous-traitance, un <b>formulaire DC4</b> ( <a href="http://www.economie.gouv.fr">www.economie.gouv.fr</a> ) dûment renseigné.
<b>L'attestation de visite</b> , datée et signée par un représentant de l'acheteur.
<b>Le Bordereau de Décomposition du prix global et forfaitaire</b> (DPGF), dûment renseigné.
<b>Le mémoire technique</b> au sein duquel le candidat précisera ou produira : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La description de l'organigramme de l'équipe projet que le candidat se propose de mettre en place, son organisation et la gestion des interfaces,</li> <li>- La compréhension globale du marché et de ses enjeux,</li> <li>- La description des équipements et installations prévus avec : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les plans et fiches techniques des équipements proposés</li> <li>• le choix du matériel,</li> </ul> </li> <li>- L'organisation et une note méthodologique des dispositions et moyens prévus par les candidats pour chaque type de travaux,</li> <li>- Les moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité et la conformité réglementaire,</li> <li>- Les dispositions pour assurer la continuité de service,</li> <li>- Des propositions pour réduire l'impact environnemental des travaux</li> </ul>

## 5. Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché

### 5.1 Sélection des candidatures

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles.

### 5.2 Jugement des offres

<b>Critères</b>	<b>Coefficient</b>
<b>PRIX</b>	<b>40</b>
Évaluation du coût global des prestations, incluant une analyse de la cohérence entre le prix proposé et les moyens déployés (humains, matériels, délais)	

<b>VALEUR TECHNIQUE</b>	<b>50</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Qualité de l'organisation de l'équipe projet et gestion des interfaces</b> : Qualité de l'organisation de l'équipe projet, y compris la gestion des interfaces et la coordination avec les parties prenantes (DOPEA, autres intervenants).</li> </ul>	10
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Compréhension des enjeux techniques</b> : Capacité à analyser les priorités et contraintes spécifiques du site (tranches de travaux, continuité de service, etc.)</li> </ul>	10
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Adéquation des équipements et installations proposées</b> : Plans détaillés, fiches techniques des équipements, et choix du matériel (canalisations à double peau, chemins de câbles)</li> </ul>	15
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Qualité de la méthodologie travaux</b> : Organisation des travaux, phasage précis, gestion de la co-activité avec l'exploitant</li> </ul>	15
<b>PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE</b>	<b>10</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Gestion environnementale</b> : Propositions pour réduire l'impact environnemental des travaux (gestion des déchets dangereux, tri sélectif, utilisation de matériaux écoresponsables)</li> </ul>	

### **Précision sur l'analyse des offres :**

Chaque critère et sous-critère sera noté sur 5.

### **Incohérences constatées dans les prix**

En cas de discordance entre la décomposition du prix global forfaitaire et l'acte d'engagement, c'est le montant inscrit dans ce dernier document qui prévaudra et soutiendra en conséquence le jugement des offres. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions de l'Acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **Négociation :**

Dans un premier temps et, si l'acheteur le souhaite, il pourra être demandé aux soumissionnaires concernés de rendre leurs offres régulières.

Dans un deuxième temps, et après une première analyse des offres, l'acheteur se réserve la possibilité d'engager une négociation sous réserve de disposer d'un nombre d'offres suffisant, avec les 3 offres les mieux classées au vu de cette première analyse.

Cette négociation aura pour objectif d'optimiser les offres tant d'un point de vue qualitatif et technique que financier.

A titre indicatif, la négociation sera organisée le **20 mai 2025** sur le site de la Roche : 100 boulevard de Seattle, 44923 Nantes cedex 9.

L'absence de réponse d'un candidat à cette invitation dans le délai imparti emporte le

maintien de son offre initiale dans toutes ses composantes.

La négociation sera menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats via la messagerie sécurisée. Les modalités de cette négociation seront précisées dans l'invitation à négocier.

### 5.3 Attribution du marché

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre. Toutefois, la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution du marché.

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R. 2143-6 et R. 2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminé en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L. 3141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

## **6. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres**

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres sont précisées dans l'annexe Dématérialisation jointe au présent règlement de la consultation.

## **7. Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande de manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante :

<https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Seules les demandes adressées au moins 6 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part de l'entité adjudicatrice.



Une réponse sera adressée au plus tard 4 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés.

**En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt, veuillez envoyer un message à l'adresse contact : [contact.marches@nantesmetropole.fr](mailto:contact.marches@nantesmetropole.fr)**